

David Mowery croit que les politiques technonationalistes, qu'il désigne sous le nom de « mercantilisme technologique », favorisent paradoxalement en fait le technoglobalisme dans le secteur privé. Il fait remarquer que les pays accumulent souvent les résultats de la recherche pour s'en servir comme source de pouvoir ou comme avantage concurrentiel. Dans ce contexte, le transfert de technologie transfrontières est considéré par certains gouvernements comme un jeu à somme nulle. Il écrit: « Les projets de R-D nationaux (et, dans la CE, régionaux) qui excluent les entreprises étrangères coexistent avec les collaborations transnationales et les encourageant, ce qui favorise le "technoglobalisme" »³³.

3.2 Le technoglobalisme: Qui en bénéficie?

Par le passé, on a critiqué les Japonais parce qu'ils bénéficiaient du système ouvert de recherche scientifique d'autres pays, en particulier les États-Unis et les pays d'Europe, et qu'ils ne contribuaient pas suffisamment à la recherche scientifique internationale. Selon certains observateurs, en raison de leur politique industrielle consistant à importer la technologie pour permettre une commercialisation rapide, ils n'ont pas la capacité scientifique de base nécessaire pour générer leur propre technologie³⁴. Par conséquent, ils concluent qu'il est impérieux que les Japonais continuent d'avoir accès aux découvertes scientifiques d'autres pays et qu'ils établissent leur propre base de sciences pour répondre aux besoins technologiques de Japon Inc.³⁵.

Dans une brochure publiée par le ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur du Japon (MITI) intitulé « Issues and Trends in Industrial/Scientific Technology - Towards TechnoGlobalism », on aborde cette critique de la politique

³³ D.C. Mowery, « Techno-Globalism and US Technology and Trade Policies: Declining Hegemon, Wounded Giant, or Ambivalent Gulliver? », University of California, Berkeley, document de travail préparé pour le symposium de l'OCDE intitulé « Toward Techno-Globalism », du 5 au 9 mars 1990, p. 3.

³⁴ Selon les statistiques de l'OCDE, les dépenses brutes du Japon au titre de la R-D (DBRD exprimées en fonction de la parité du pouvoir d'achat pour la période 1984-1988) le placent au deuxième rang après les États-Unis. En ce qui concerne les DBRD exprimées en pourcentage du PBI, leurs dépenses au titre de la R-D se comparent à celles des États-Unis, variant de 2,6 à 2,9 % du PIB pour la période 1984-1988. Les données pour le Japon peuvent être quelque peu surestimées.

³⁵ Qu'il soit justifié ou non, ce sentiment semble être partagé par un certain nombre de personnes tant aux États-Unis qu'en Europe. En Europe, ICL, société d'informatique située au Royaume-Uni qui appartient à 80 % à Fujitsu, a été éjectée des programmes de développement technologique et de recherche informatique d'Europe alors qu'IBM a été acceptée dans JESSI, sous-programme d'Eureka. La loi des États-Unis qui restreint la participation d'étrangers dans les programmes de R-D nationaux viserait surtout les Japonais. L'appel qu'ont lancé récemment les Japonais concernant la participation à leur programme Real World Computing a amené Digital Equipment Corporation (DEC) Canada à demander des renseignements à ce sujet. La société mère DEC des États-Unis n'approuverait pas la participation de sa filiale à ce programme.